

● (1440)

Le sénateur MacEachen: Honorables sénateurs, le leader du gouvernement soulève une question intéressante. En réalité, qui est responsable de la sécurité dans les aéroports canadiens: les compagnies aériennes ou le gouvernement canadien, par l'intermédiaire du ministère des Transports? J'ai posé précisément cette question ce matin sans obtenir de réponse satisfaisante. J'ai en face de moi celui qui pourrait me donner une réponse catégorique, en la personne du leader du gouvernement. Le ministère des Transports est-il l'organisme responsable de la sécurité dans les aéroports et délègue-t-il ce pouvoir aux compagnies aériennes? En l'occurrence, on m'a dit que le ministère des Transports avait délégué ses pouvoirs à Air India et à Air Canada. Je ne suis pas au courant des faits. Le leader du gouvernement voudra peut-être s'engager à nous renseigner sur la véritable hiérarchie et sur le genre de délégation de pouvoirs qui s'est effectué, s'il y a lieu.

Le sénateur Roblin: Je vais essayer. Je sais que la responsabilité est partagée à l'heure actuelle. La Gendarmerie royale du Canada s'occupe de la sécurité proprement dite à l'aéroport, mais les lignes aériennes se sont engagées à contrôler les bagages de leurs clients. Pour plus de précision, je vais m'enquérir de la chose pour mon collègue.

L'honorable H. A. Olson: Honorables sénateurs, j'ai une question supplémentaire bien précise à poser au sujet de cette affaire. Le leader du gouvernement se proposait peut-être de s'en enquérir de toute façon, mais en ce moment on ne sait trop qui est responsable de ce que tous les bagages n'aient pas été débarqués de l'avion d'Air India en question et réexaminés lorsque trois valises suspectes furent trouvées et retenues, je crois. Il pourrait peut-être mieux nous dire qui avait la responsabilité de décider si tous les bagages devaient être débarqués et si l'appareil devait décoller sans autre inspection des bagages, ce qui est la marche normale à suivre en pareil cas?

Le sénateur Roblin: C'est là une question que je devrai poser à mon collègue qui, à son tour, devra la poser aux dirigeants d'Air India.

Le sénateur Olson: Et au ministre des Transports.

LE TERRORISME INTERNATIONAL

LES CENTRES D'ENTRAÎNEMENT

L'honorable Ian Sinclair: Honorables sénateurs, ma question, qui est dans le même ordre d'idée, concerne les tragédies qui ont eu lieu au cours de la fin de semaine. Compte tenu de la très grande réputation du Canada en matière d'aviation commerciale, je me demande si le leader du gouvernement pourrait nous dire quelles mesures le gouvernement va prendre à l'endroit des terroristes qui sont formés dans un autre pays, qui traversent notre frontière et qui viennent chez nous faire montre de leur mépris de la vie humaine.

L'honorable Duff Roblin (leader du gouvernement): Je sais à quoi veut en venir mon honorable ami, et il a des raisons d'être fier de son association avec la sécurité de notre secteur

aéronautique. Toutefois, il ne faut pas oublier que les terroristes sont formés partout aujourd'hui. Ils ne s'entraînent pas seulement en Louisiane—si c'est bien là ce que sous-entend la question—mais aussi en Lybie, au Liban, en Allemagne de l'Est, en Bulgarie et partout où l'on a intérêt à promouvoir ce genre d'activités. Je ne sais au juste comment le gouvernement peut s'engager à corriger pareille situation. Cela ne relève tout simplement pas de notre compétence dans tous les sens du mot.

Ce qui s'impose pour nous, c'est de faire tout en notre pouvoir pour identifier ces gens et nous assurer qu'ils n'entrent pas au Canada. Cependant, il y a quelque chose de beaucoup plus fondamental dans toute cette question, à savoir que les pays du monde qui s'opposent au terrorisme devraient être appelés à envisager ce que nous, en tant que groupe de pays intéressés à résoudre les problèmes du terrorisme, pourrions faire pour nous aider les uns les autres, afin de nous assurer que ce genre de comportement monstrueux ne se généralise pas davantage. Je crois que c'est là le défi que doit relever le monde civilisé. J'ignore au juste ce que le gouvernement du Canada fera, afin de résoudre ce problème, mais si j'ai mon mot à dire, il donnera l'exemple en essayant de faire en sorte que les pays concernés s'organisent de cette façon pour faire face à ce problème.

Le sénateur Sinclair: Je remercie le leader du gouvernement pour ses observations. Chose certaine, des mesures draconiennes doivent être prises. Cependant, s'il est vrai comme le prétendent la télévision et les journaux qu'il existe une école de commandos chez nos voisins du Sud, où l'on forme des terroristes, le gouvernement pourrait certainement prendre des mesures, afin qu'on ferme immédiatement des écoles de ce genre. Manifestement, on ne peut permettre à des gens de dire à la télévision qu'ils ont formé des Sikhs et qu'ils sont fiers de l'avoir fait et de voir qu'ils mettent à profit leur formation. C'est du moins ce que le directeur de cette école a déclaré à la télévision ce matin. Les honorables sénateurs peuvent s'imaginer ce que les transporteurs aériens et leurs employés ainsi que les passagers pensent lorsqu'ils entendent ce genre d'intervention. Il y a certainement des mesures que notre gouvernement peut prendre, afin d'obtenir la fermeture de ces écoles.

Le sénateur Roblin: Je tiens à dire que notre gouvernement peut certainement essayer de faire quelque chose à cet égard. Même si cette question ne relève pas de sa compétence, il est possible pour le gouvernement du Canada de faire connaître son point de vue. Je crois pouvoir dire sans crainte de me tromper à mon honorable collègue que ce sera fait.

Le sénateur Sinclair: Honorables sénateurs, je suis persuadé que beaucoup d'entre vous qui sont passés par des aéroports internationaux ont noté les imprimés d'ordinateur qui sont à la disposition, par exemple, des agents d'immigration des États-Unis. Je veux donc savoir ceci: Avons-nous un imprimé semblable dans nos aéroports et y a-t-il une façon d'entrer dans ces ordinateurs les données que nous avons sur les terroristes connus? Apparemment, on savait que trois personnes surveillées par le FBI avaient disparu depuis quelques jours. Y a-t-il moyen de mettre à jour ces dossiers informatisés?